

De Serval au retrait français, comment la France a perdu le Mali

La Croix le 18 février 2022

Thomas HOFNUNG et Laurent LARCHER

Accueillis en libérateurs début 2013, les soldats français quittent neuf ans plus tard un pays dans lequel leur présence était de plus en plus contestée. Retour sur un lent et inexorable processus de délitement.

2 février 2013 François HOLLANDE à Tombouctou et à Bamako

Une clameur monte sur la place centrale de Tombouctou. Le président français, **François HOLLANDE**, vient d'arriver. Des milliers de personnes l'acclament : « *Vive la France ! Vive François HOLLANDE !* » L'armée française, qui a lancé l'opération **Serval** début janvier, vient de chasser les groupes djihadistes qui avaient pris le contrôle depuis près d'un an de Tombouctou et de Gao, les deux principales localités du nord du **Mali**. Une libération pour la population, soumise à l'application brutale d'une loi islamique ultra-rigoriste. À Bamako quelques heures plus tard, **François HOLLANDE** lance devant une foule en liesse : « *La France restera avec vous le temps qu'il faudra !* »

Dans les mois qui suivent, l'armée française parachève sa victoire contre les djihadistes, traqués jusqu'aux portes de l'**Algérie**. Puis Paris déroule son plan pour stabiliser le **Mali** : formation de l'armée malienne amenée à terme à prendre le relais de **Serval** sur le terrain ; déploiement d'une force de l'**ONU** pour assurer le retour de l'administration sur tout le territoire ; aide au développement. A l'été **2013**, un vieux routier de la scène politique locale et proche de Paris, le socialiste **Ibrahim Boubacar KEÏTA** (dit « **IBK** ») est élu président du **Mali**. Tous les voyants semblent au vert.

1^{er} août 2014 Lancement de l'opération Barkhane à N'Djamena

Loin d'être définitivement vaincus, les groupes djihadistes se sont réorganisés et ont repris de la vigueur, non seulement au **Mali** mais aussi dans les pays voisins, où ils prennent pied. Paris décide de poursuivre sa mission en l'adaptant : désormais, la zone d'intervention des militaires français s'étend à cinq pays de la région (**Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad**), dont les forces

armées sont censées coopérer dans ce combat au sein du « **G5 Sahel** ». Adieu **Serval**, l'opération est rebaptisée « **Barkhane** » (du nom d'un type de dune en forme de croissant) et n'a plus de date butoir, signe que la situation évolue moins bien qu'espéré à Paris. Son **QG** est installé à N'Djamena, capitale du **Tchad**.

Progressivement, les relations se tendent avec Bamako : à l'unisson, les autorités et l'opinion maliennes accusent la **France** de double jeu vis-à-vis des groupes séparatistes touaregs du Nord, qui ont aidé l'armée française contre les djihadistes, mais sont considérés à Bamako comme l'adversaire le plus dangereux pour l'unité nationale. Après des mois de négociations, des accords de paix sont signés, à l'été **2015**, à Alger entre Bamako et ces groupes touaregs, lesquels renoncent à leur revendication d'indépendance. Mais le mal est fait : la confiance entre Bamako et Paris est durablement affectée, au moment même où la violence gagne le centre du pays, prenant à revers les soldats de **Barkhane**. Les groupes djihadistes y mettent en œuvre une nouvelle stratégie : exploitant les conflits locaux, liés au foncier, ils s'enracinent, recrutent et reconstituent leurs forces.

13 janvier 2020 Sommet de « recadrage » à Pau

Devant le manque de résultat probant sur le terrain, un événement va précipiter l'indignation de Paris. Dans la soirée du **25 novembre 2019**, au retour d'une opération dans le nord du **Mali**, deux hélicoptères de **Barkhane** entrent en collision, provoquant la mort de treize militaires français. À Paris, on craint à la fois la réprobation de l'opinion publique française, qui jusqu'alors soutient **Barkhane**, tout en étant ulcérée par les campagnes antifrançaises qui se multiplient dans le Sahel jusqu'au sein des appareils d'État. L'incapacité de ces derniers à reprendre pied dans les zones libérées par **Barkhane** nourrit l'exaspération de l'Élysée.

L'indignation et la crainte qui gagnent l'exécutif français le poussent à commettre une faute politique en convoquant – **sans y mettre les formes** – les cinq chefs d'États du **G5 Sahel** à un sommet à Pau **pour les recadrer**. Cette convocation est perçue comme une insulte par les opinions publiques malienne, burkinabée et nigérienne. Les discussions à huis clos, le **13 janvier**, sont houleuses : **Emmanuel MACRON** demande aux dirigeants locaux d'exprimer clairement et publiquement leur soutien à l'opération **Barkhane**. Et de s'engager à **réinstaller l'État** dans les zones libérées des djihadistes.

C'est à Pau aussi qu'est annoncé un changement stratégique : **Barkhane** va se concentrer sur la zone des trois frontières entre le **Mali**, le **Burkina** et le **Niger**. La **France** croit alors pouvoir circonscrire les terroristes, mais en réalité, c'est

elle qui est circonscrite par eux. Cette stratégie permet aux autres groupes djihadistes d'étendre sans résistance leur champ d'action au sud. Une contagion **qui favorise la thèse selon laquelle l'armée française ne se préoccupe pas des populations**. Les coups portés par **Barkhane** contre les chefs de ces groupes dans la zone des trois frontières n'ont en rien changé la perception des opinions publiques sur son rôle de plus en plus contesté dans le Sahel.

18 août 2020 Coup d'État à Bamako

C'est dans ce contexte marqué par un sentiment d'impuissance que, le **18 août 2020**, de jeunes officiers renversent le président **IBK**, réélu sans enthousiasme en **2019**. En **s'accrochant au respect de l'ordre constitutionnel**, Paris multiplie les maladresses envers les Maliens qui, dans leur ensemble, ont accueilli positivement la chute d'un président largement déconsidéré. Les propos du ministre des affaires étrangères, **Jean-Yves LE DRIAN**, de la ministre des armées, **Florence PARLY**, sont d'une **rare violence**, alors qu'ils manifestent une grande mansuétude à l'égard du fils du président tchadien qui succède à son père **Idriss DÉBY** en **dehors de tout cadre constitutionnel**. Cette contradiction n'a échappé à personne dans le Sahel.

À la suite du deuxième coup d'État de la junte, le **24 mai 2021**, le nouveau gouvernement manifeste une plus grande indépendance vis-à-vis de Paris. L'annonce, maladroite et précipitée de la fin de **Barkhane** en **juin** dernier par **Emmanuel MACRON**, pousse les autorités maliennes à se tourner vers la société privée russe Wagner pour remplacer les Français. Paris multiplie alors les mises en garde qui fouettent l'orgueil des Maliens et aiguissent la détermination du pouvoir de Bamako à pousser vers la sortie des Français devenus bien encombrants. Neuf ans après avoir été accueillis en héros.

Repères

53 soldats français sont morts au Sahel depuis 2013

Depuis le lancement en 2013 de l'opération Serval, devenue Barkhane, 53 soldats français sont « morts pour la France » au Sahel, dont **48** au Mali.

Le coût de l'opération Barkhane s'élève à environ **1 milliard d'euros** par an.

Environ 4 600 soldats français sont actuellement déployés au Sahel, dont **2 400** au Mali, dans le cadre de **Barkhane**.

La force européenne Takuba compte **800** hommes, dont près de la moitié sont des Français.

Le Mali accueille aussi 15 000 casques bleus de l'ONU, dont **1 100** viennent d'Allemagne.